

De tous temps, les hommes se sont déplacés et le peuplement de continents entiers est l'aboutissement de leurs pérégrinations. Chaque année, des bouleversements politiques ou des difficultés économiques mettent en marche des centaines de milliers et même des millions d'individus. Ces migrations ne sont pas le fait du hasard; elles apprennent beaucoup sur la place d'un pays dans l'ordre économique mondial.

Qu'il s'agisse de l'Europe du Sud pour l'Europe du Nord; de Porto Rico et du Mexique pour les États-Unis; de la Zambie, du Mozambique et du Malawi pour la Rhodésie et l'Afrique du Sud; de nombreux pays jouent en quelque sorte le rôle de réservoirs de main-d'œuvre vis-à-vis d'autres pays plus riches. En Afrique de l'Ouest, l'exemple le plus frappant de ces échanges de population entre pays est celui de la Haute-Volta, qui fournit des dizaines de milliers de travailleurs aux plantations de café et de cacao du Ghana et de la Côte-d'Ivoire. La contribution des migrants voltaïques à l'économie de ces deux pays est si importante que lorsqu'ils furent forcés de quitter le Ghana, en 1970, la production agricole de ce pays, en particulier celle du cacao, subit une baisse sensible. En Côte-d'Ivoire, l'impact serait probablement encore plus grand puisque les migrants y représentent environ les deux tiers de la main-d'œuvre agricole salariée.

Déjà, avant le XIX^e siècle, la Haute-Volta avait connu des migrations, pour la plupart épisodiques et reliées à des guerres ou des famines. Mais avec le développement des plantations en Côte-d'Ivoire, après la Seconde Guerre mondiale, devait s'institutionnaliser une migration massive de jeunes hommes voltaïques à l'extérieur de leur pays. Aujourd'hui, la réputation de la Haute-Volta, terre de migrants, n'est plus à faire, et le phénomène migratoire voltaïque est bien connu. Mais il n'y avait jamais eu d'enquête effectuée à l'échelle du pays afin de tracer un portrait global et détaillé des mouvements de populations voltaïques. Ce portrait, une équipe du Centre voltaïque de la recherche scientifique (CVRS) et de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) de la Haute-Volta vient de le tracer. Les travaux de l'Enquête nationale sur les mouvements migratoires en Haute-Volta ont été coordonnés par M. Sidiki Coulibaly, maintenant directeur de la recherche démographique que ministère du Plan, à Ouagadougou. Au cours de l'enquête, M. Coulibaly, boursier du CRDI, a obtenu son doctorat, devenant ainsi le premier docteur en démographie diplômé de l'Université de Montréal. Il était secondé par deux consultants de cette université, MM. Joel Gregory et Victor Piché, et ce sont le gouvernement voltaïque et le Centre de recherches pour le développement international (Canada) qui ont assuré le financement des travaux.

Courir après son pain

par Jean-Marc Fleury



Photo: Neill McKee

En Haute-Volta, une personne sur cinq a migré au moins une fois. Les femmes se déplacent surtout à l'intérieur du pays, tandis que les hommes migrent à l'étranger.

L'Enquête nationale sur les mouvements migratoires en Haute-Volta a démarré en 1973 avec la formation du personnel et la mise en place des structures qui permirent la collecte des données du mois d'avril 1974 au mois d'août 1975. L'Enquête a couvert tout le territoire, s'intéressant autant aux migrations féminines que masculines et internes que internationales. Le personnel enquêteur visita 120 villages et 11 villes à travers le pays, divisé pour les besoins de l'étude, en quatre zones: le pays rural mossi (environ la moitié du territoire autour de Ouagadougou); l'Ouest rural; les neuf villes secondaires; et les deux villes principales: Ouagadougou, la capitale politique, et Bobo-Dioulasso, la capitale économique.

L'analyse des données recueillies a rapidement confirmé l'ampleur de la migration voltaïque. Au cours de la période de cinq ans couverte par l'enquête, de 1969 à 1975, on a déterminé qu'il y avait eu 713 000 migrations, définies comme le déplacement hors de la sous-préfecture pendant trois mois ou plus. Le plus fort courant migratoire, 205 000 mouvements, part du pays rural mossi en direction de la Côte-d'Ivoire. Mais pour la première fois, on a aussi mesuré avec précision l'important contre-courant migratoire (150 000 migrations) de la Côte-d'Ivoire vers les zones rurales de la Haute-Volta, principalement la zone mossi. Enfin, les chercheurs ont confirmé que la zone rurale mossi était aussi perdante dans ses échanges à l'intérieur du pays en alimentant la majeure partie d'un flux migratoire de 100 000 déplacements vers la zone rurale de l'Ouest.

Le calcul des soldes migratoires (la différence entre les arrivées et les départs) donne encore une meilleure idée du sort réservé aux régions touchées par les mouvements de population. Sur la période quinquennale étudiée, le solde avec l'étranger est négatif (avec un excédent de 170 000 sorties), reflétant des échanges très inégaux avec la Côte-d'Ivoire. Au sein de la Haute-Volta, ce sont uniquement les villes qui jouissent d'un solde positif, surtout les deux principales, Ouagadougou (12 571 arrivants par rapport à une population totale d'environ 120 000 habitants) et Bobo-Dioulasso (un surplus de 9 706 arrivants). La zone rurale mossi connaît la plus forte balance négative, encore plus négative que celle de la Haute-Volta avec l'étranger, car elle perd ses membres à la fois au profit de l'étranger, des villes voltaïques, et de la zone rurale de l'Ouest. Quant à cette dernière, tout en ayant des échanges nets négatifs avec l'étranger et les villes voisines, elle récupère une bonne partie de ses pertes dans son solde très positif avec la zone rurale mossi où l'agriculture est plus ingrate.

En analysant leurs données en fonction du sexe des migrants, les enquêteurs ont découvert deux univers migratoires, l'un masculin, l'autre féminin.

En effet, les flux ruraux-ruraux sont à forte prédominance féminine — il y a trois fois plus de femmes migrantes que de migrants à l'intérieur de la zone rurale mossi — tandis que les échanges avec l'étranger sont largement dominés par les hommes avec quatre migrants pour chaque migrante. En fonction de l'âge des répondants, les questionnaires montrent que ce sont surtout les jeunes hommes qui migrent vers l'extérieur, dont beaucoup reviennent encore jeunes. Par ailleurs, l'équipe a fait un effort particulier afin d'inclure parmi les migrants ces personnes recensées à leur lieu de naissance — donc apparemment non migrantes — mais qui se sont déplacées au moins une fois avant de revenir dans leur village.

Le tableau migratoire donne alors une meilleure image de l'extrême mobilité de la population voltaïque. C'est ainsi que l'on a constaté qu'environ 22 p. 100 de la population enquêtée avait déjà migré au moins une fois, et 11 p. 100 au moins deux fois! Dans les zones urbaines, presque la moitié de la population est migrante — 56 p. 100 à Ouagadougou. Enfin, même si les zones rurales mossi et non-mossi ont sensiblement la même proportion de non-migrants (80 p. 100), la première compte deux fois plus de migrants de retour (15 p. 100) que la zone rurale de l'Ouest.

À partir de l'étude des données en fonction de l'âge, de la situation matrimoniale, de la scolarité et de l'ethnie des migrants, les chercheurs ont découvert quatre grands types de migrations. Il y a d'abord une *migration de travail* de jeunes hommes célibataires qui vont s'engager comme salariés et reviennent ensuite dans leur village travailler la terre. Ensuite, il y a une importante *migration de mariage* de jeunes femmes célibataires allant remplir leurs fonctions reproductives et productives dans un autre village à la suite d'alliances entre familles de même ethnie; plus de 80 p. 100 des femmes affirment s'être déplacées pour se marier. Un troisième type de migration, la *migration scolaire*, rend compte des déplacements d'un grand nombre de jeunes, filles et garçons, sans cesse croissant à mesure qu'augmente la scolarisation de la population voltaïque. Enfin, les auteurs du rapport *Vue d'ensemble sur l'enquête nationale* ont confirmé l'existence d'une importante *migration de jeunes enfants* de 5 à 14 ans confiés à d'autres familles, soit parce que seuls les enfants de certains âges se doivent d'accomplir certaines tâches, soit qu'il n'y ait pas d'école dans leur village.

Au cours de leurs visites, les chercheurs ont voulu connaître les motivations des migrants. Les réponses obtenues révèlent que pour 60 p. 100 des interviewés — et surtout parmi le groupe des 15 à 24 ans — le travail de la terre ne rapporte pas suffisamment pour permettre l'achat d'articles manufacturés tels que vélo, poste radio ou mobylette. Seulement 12 p. 100 ont invoqué l'im-

possibilité d'assurer la subsistance de la famille en demeurant sur place. Les terres ne manquent pas et elles ne sont pas épuisées puisque la très grande majorité déclare qu'il y a suffisamment de terre et que si la production agricole n'est pas suffisante c'est à cause d'un manque de bras. De même, 87 p. 100 des non-migrants affirment que leur région n'a pas connu la sécheresse. La principale raison qui pousserait le migrant à quitter son village tiendrait donc surtout à son désir d'entrer dans le secteur "monétisé" de l'économie afin d'obtenir les billets essentiels à l'achat de certains biens.

Mais comment se fait-il, se sont demandé les chercheurs, qu'au sein de la même famille et du même village certains individus migrent et d'autres pas? L'explication tient à l'insertion de l'individu dans la famille étendue. C'est elle qui, finalement, envoie quelques-uns de ses membres sur les routes et garde les autres afin qu'ils s'occupent des champs et veillent au bien-être immédiat de la famille. Même une fois parti, le migrant conserve souvent des liens avec ses parents puisque 25 p. 100 des migrants leur écrivent. De plus, les trois quarts des migrants connaissent déjà leur lieu de destination — souvent un parent les y attend — et reviennent finir leurs jours chez eux. Le phénomène migratoire voltaïque ne relève donc aucunement de l'aventurisme et de l'improvisation.

La *Vue d'ensemble sur l'enquête nationale* se termine par trois chapitres de citations de Voltaïques sur les migrations. Celles-ci ont donné du fil à retordre aux démographes enquêteurs car elles se contredisaient selon que les gens étaient interrogés individuellement ou en groupes. Interrogés un à un, la majorité des migrants comme des non-migrants disaient qu'il était bon d'avoir des migrants dans la famille et que le gouvernement devrait faciliter leurs déplacements. Mais lors des discussions de groupe, une nette majorité d'intervenants s'est prononcée contre les migrations vers l'extérieur, les jugeant non seulement préjudiciables à l'économie du pays mais à la santé des migrants. Or, dans une société comme la Haute-Volta, où la sanction sociale des actions individuelles a énormément de poids, il est pratiquement impossible qu'une telle dichotomie subsiste entre les choix des individus et l'opinion générale. Cette contradiction, expliquent les auteurs, souligne tout simplement que les Voltaïques n'acceptent la migration que parce qu'ils n'ont pas le choix.

Aux yeux des habitants de la Haute-Volta, la migration n'est pas une bonne chose, mais on s'y résigne. Comme le disait une vieille femme mossi de Bobo-Dioulasso en parlant du gouvernement: "Si on sait qu'en les empêchant de partir on peut leur trouver du travail, qu'on les arrête! Mais si on n'est pas sûr de leur trouver du travail, on doit les

laisser partir". En un mot, écrivent les auteurs, "la population considère que les migrations sont obligatoires et nécessaires, parce que le gouvernement n'a pas d'autres moyens pour satisfaire les besoins de ses administrés." Mais alors quels moyens le gouvernement devrait-il prendre afin de décourager les migrations?

Le premier suggéré par les interviewés consiste à créer des emplois rémunérateurs permettant aux gens d'avoir de l'argent afin d'acheter les biens manufacturés. Le deuxième moyen mis de l'avant serait d'aider les paysans en leur facilitant l'achat d'instruments aratoires et d'engrais, en creusant des puits, en améliorant les routes vers les marchés et en garantissant de bons prix. "La plainte est générale, dit le rapport, du fait que les acheteurs de coton, plus d'une fois, classent automatiquement tout le coton d'un village dans la troisième ou quatrième catégorie et ainsi achètent moins cher le produit." Les gens demandent aussi de contrôler plus efficacement le fonctionnement des coopératives afin de lutter contre les spéculateurs qui viennent acheter des champs entiers de mil et d'arachides à des paysans sans défense aucune. On demande aussi une diminution des impôts et une plus grande justice au niveau du recrutement des employés de la fonction publique. Et puisque la recherche d'une épouse est l'une des principales causes de départ et que les jeunes filles n'ont d'intérêt que pour ceux qui reviennent avec de beaux habits, certains proposent de les éduquer de telle sorte que ceux qui restent aient plus de valeur à leurs yeux que les immigrants.

L'auréole qui entoure l'immigrant de retour, à cheval sur sa mobylette, vêtu de beaux habits et paré de bijoux a en effet vite fait de s'évanouir, ont constaté les enquêteurs. La plupart du temps, au bout de quelques jours, l'"enfant prodigue" a tout distribué son maigre capital en cadeaux à la famille et aux amis. Il ne lui reste qu'à reprendre le travail de la terre là où il l'avait laissé. La vie au village ne se trouve aucunement transformée malgré l'afflux de milliers d'hommes jeunes ayant vécu à l'extérieur.

Pourtant, la volonté de changement ne semble pas manquer. "Si on nous aide à avoir un puits, un dispensaire, une école, où irons-nous encore? Nous ferons de l'élevage, nous cultiverons et nous ne sortirons plus!!", répondait un paysan à sa propre question. À l'heure actuelle, les investissements productifs dans les zones rurales demeurent exclusivement le fait du gouvernement voltaïque ou de membres de la famille travaillant dans l'une des villes du pays. Cela tient peut-être au fait que ce n'est pas en travaillant dans une plantation que le petit agriculteur voltaïque apprendra comment mieux exploiter ses parcelles... □